

Ruptures économiques sans ruptures sociales: le maraîchage et la santé des paysanneries sénoufo entre résilience et vulnérabilité

Economic ruptures without social break downs: market-gardening and people's health in the Senoufo countryside, between resilience and vulnerability

Audrey Fromageot

UMR PRODIG 8586 du CNRS

Philippe Cecchi

Écologue, Chargé de recherches IRD

Florence Parent

Médecin de Santé Publique, Université Libre de Bruxelles

Yves Coppieters

Épidémiologiste, Université Libre de Bruxelles

Résumé

Dans les années 1990, la généralisation du maraîchage à des fins commerciales dans les savanes sénoufo du nord de la Côte-d'Ivoire et de l'ouest du Burkina Faso vérifie les capacités des sociétés rurales à surmonter de nouvelles incertitudes. Pratiqué pendant la saison sèche par des exploitants individuels, le maraîchage participe à la multiplication et à la diversification des activités personnelles rémunératrices. Il est majoritairement investi par les cadets de famille: les femmes et les jeunes hommes. Leurs revenus personnels et la baisse des budgets familiaux entraînent une nouvelle donne des rôles individuels dans la prise en charge de dépenses collectives, en particulier de santé qui ne sont plus assurées exclusivement par les responsables familiaux. Ces transformations à la fois agricoles, économiques et sociales engagent une réflexion sur la notion de résilience, d'usage croissant dans les sciences sociales. L'analyse fine des pratiques des acteurs souligne l'intérêt de renouveler les notions fréquemment opposées de résilience et de vulnérabilité. Il en est proposé une acception élargie, relative et combinée, pour saisir les nouveaux enjeux des mutations des sociétés et des espaces ruraux en Afrique de l'ouest.

Abstract

The generalization of market-gardening that occurred in the Senoufo savannahs of the North of the Ivory Coast and the West of the Burkina Faso in the 1990s, has confirmed the rural societies' ability to overcome uncertainties. Practiced by individual farmers during the dry season, market-gardening activities take part in a multiplication and diversification process of personal profit-making. It is mainly practiced by women and young men, who do not occupy the leading

parts in their respective families. In the context of a diminished family revenue, their incomes have radically changed individual involvements in the collective expenses, especially in health care, which family leaders are no longer exclusively in charge. Such transformations, concerning not only agriculture but also the economy and the society in general, have triggered a reflection on the notion of resilience, increasingly used in the social sciences. A detailed analysis of the various practices of market-gardening enhances the interest of considering anew the often opposed notions of resilience and vulnerability. More extensive and complex meanings are needed to embrace the new issues at stake in the mutation of rural societies and spaces in West Africa.

Mots-clés *Savanes, Afrique de l'ouest, vivrier marchand, résilience, vulnérabilité, santé publique.*

Key-words *Savannas, West Africa, cash crops, resilience, vulnerability, public health.*

Introduction

Dans les années 1990, la généralisation du maraîchage à des fins commerciales dans les savanes sénoufo du nord de la Côte-d'Ivoire et de l'ouest du Burkina Faso vérifie les capacités des sociétés rurales à surmonter de nouvelles incertitudes dans le double contexte structurel de pays sous-développés et conjoncturel de difficultés accrues : dégradation pluviométrique, pression sur les ressources, raréfaction des facteurs de production, baisse des revenus du coton et des budgets familiaux. Le maraîchage est d'apparition récente. Non encadré par des sociétés nationales ou des ONG, il révèle les capacités d'innovation des paysanneries. Pratiqué pendant la saison sèche à plus de 400 km d'Abidjan et de Ouagadougou par des exploitants individuels, il participe à la multiplication et à la diversification des activités personnelles rémunératrices. Il est majoritairement investi par les cadets de famille : les femmes et les jeunes hommes. Leurs revenus personnels et la baisse des budgets familiaux entraînent une nouvelle donne des rôles individuels dans la prise en charge de dépenses collectives, en particulier de santé, qui ne sont désormais plus assurées par les chefs de famille.

Les revenus maraîchers des femmes et des jeunes, associés à leur rôle dans la prise en charge de dépenses sanitaires collectives, semblent aller dans le sens des objectifs de recouvrement des soins énoncés en 1987 lors de la déclaration de Bamako. Le maraîchage donnerait des moyens financiers accrus à ceux et surtout celles qui ont en charge une partie des dépenses de santé des familles. Cependant, la participation au maraîchage des cadets sociaux, leurs inscriptions spatiales et économiques dans des systèmes d'échanges locaux, mais aussi nationaux et internationaux en rapport avec l'urbanisation des sociétés et l'internationalisation des économies, ne correspondent pas pour autant à leur recours croissant aux centres de soins primaires.

Les relations de genre et les hiérarchies sociales qui structurent les activités et les économies familiales éclairent les liens entre : l'essor du maraî-

chage marchand, les transformations des organisations familiales des dépenses sanitaires et les évolutions des recours aux structures de soins formels. Ces liens engagent une réflexion sur la notion de résilience, d'usage croissant dans les sciences sociales. L'analyse fine des pratiques des acteurs souligne l'intérêt de renouveler les notions fréquemment opposées de résilience et de vulnérabilité. Dans le contexte des mutations des sociétés et des espaces ruraux d'Afrique de l'ouest, il en est proposé une acception élargie, relative et combinée.

1 L'essor du maraîchage marchand dans un contexte de contraintes et d'incertitudes accrues

Depuis le milieu du ^{xx}e siècle, les paysanneries des savanes d'Afrique de l'ouest sont passées d'une économie de relative abondance (en ressources, en terres, ou encore en main-d'œuvre) à une économie de la raréfaction (Raison, 1993). Pour autant, leurs évolutions depuis les années 1980, loin d'un repli sur des systèmes d'autoconsommation ou sur la seule complémentarité des ressources communes, se marquent par la multiplication et la diversification des productions personnelles rémunératrices, à l'exemple de la généralisation du maraîchage de contre-saison à la frontière ivoiro-burkinabée.

L'article restitue partiellement les résultats d'un doctorat ¹ (Fromageot, 2003). La réflexion s'appuie sur un travail de terrain réalisé de 1999 à 2001, suivi par le traitement de données recueillies à grande échelle. Celle-ci articule trois niveaux d'observation: celui de 534 maraîchers, de leurs 285 familles et de leurs 21 communautés de résidence. Les 21 sites de production retenus, répartis entre campements de culture, villages et petites villes ont fait l'objet d'un choix pour refléter les différenciations fines des espaces ruraux transfrontaliers selon des critères socio-culturels (communautés sénoufo, assimilées et dioula), techniques (bas-fonds aménagés ou non de retenues d'eau) et spatiaux (degré d'accessibilité et de desserte des sites par rapport aux centres urbains régionaux et aux principaux axes de circulation).

Si les sites maraîchers sont restreints, ils ne s'organisent pas isolément. Leur généralisation dans les savanes s'impose dans les paysages et constitue une véritable spécialisation à l'échelle d'une région transfrontalière (fig. 1). Cette spécialisation est issue d'une combinaison de contraintes et d'opportunités. Péjoration pluviométrique, rétraction des réserves foncières, revenus aléatoires du coton, budgets domestiques en crise et besoins monétaires accrus représentent les nouvelles difficultés des ruraux. La demande des villes en légumes frais dans des pays en voie d'urbanisation rapide, la relative disponibilité des terres de bas-fonds pendant la saison sèche et la multiplication des aménagements de petite hydraulique agro-pastorale depuis les sécheresses des années 1970 et 1980 favorisent l'essor du maraîchage (Cecchi, 1998).

1 Doctorat de géographie réalisé au sein de l'UMR PRODIG de l'université Paris 1, sous la direction de J.-L. Chaléard, en partenariat avec le programme de recherches *Petits Barrages* du centre IRD de Bouaké en Côte-d'Ivoire dirigé de 1996 à 2000 par Ph. Cecchi, écologue et chargé de recherches à l'IRD.

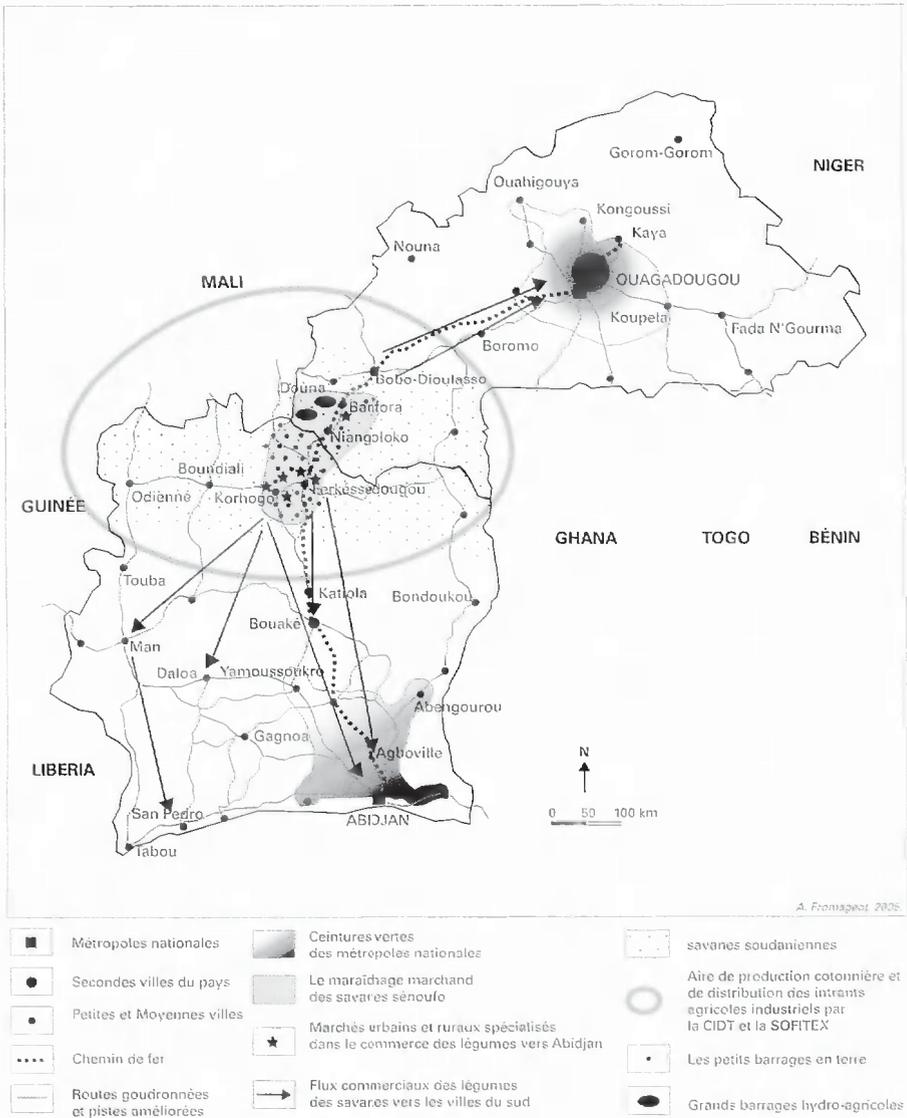


Fig. 1 Spécialisation régionale dans le maraîchage marchand à la frontière ivoiro-burkinabé.

The market-gardening specialization on both sides of the Ivory Coast and Burkina Faso border.

Qualifié de spontané, le maraîchage l'est surtout par la rareté des encadrements notamment politiques: prix garantis, subvention des intrants, défrichage et lotissement des terroirs de bas-fonds. Il s'appuie en revanche sur un long passé de programmes de développement agricole et rural:

généralisation du coton et de la mécanisation², Plan national ivoirien *Urgence Nord* et ses infrastructures de désenclavement (routes et ponts), multiplication des aménagements de petite hydraulique pastorale ou agricole. Ces transformations ont favorisé la diffusion spatiale de la demande croissante d'Abidjan en légumes frais relayée par les réseaux de commerçants aux échelles nationales et régionales (Chaléard, 1996a).

L'analyse à grande échelle du maraîchage marchand restitue les dynamiques individuelles dont il est le support et, avec elles, la complexité des destins et des moyens d'action collectifs.

2 Gains marginaux personnels et objectifs collectifs

2.1 *Le maraîchage individuel dans les systèmes de production familiaux*

Les structures de production des paysanneries sénoufo sont représentatives des agricultures pluviales des savanes soudaniennes (Pourtier, 2003). Les unités de production sont des cellules familiales élargies pouvant intégrer plusieurs ménages et combinant des grands champs communs et de plus petits individuels. Les travaux collectifs des grands champs et de l'entretien de la maisonnée sont réalisés par l'ensemble de la main-d'œuvre domestique gérée par le chef de famille. Les petits champs, de saison pluvieuse comme sèche, relèvent des activités individuelles visant l'acquisition de revenus personnels et l'exercice d'une certaine autonomie monétaire et sociale. Les activités personnelles rémunératrices sont principalement conduites pendant la saison sèche.

Le maraîchage marchand de contre-saison apparaît comme une activité éminemment personnelle. Dans les paysages, il se présente sur les terroirs humides (talwegs ou périphéries de petits barrages), par la succession de petits jardins clos différemment cultivés par des individus selon les choix de leurs productions et des usages de leurs revenus. Tous recherchent une certaine autonomie, en particulier financière par rapport aux budgets domestiques gérés par les chefs de famille. L'organisation individuelle du maraîchage le réduit à des gains limités en rapport avec des ambitions modestes. Il ne sert pourtant pas des intérêts strictement personnels. Les objectifs de production déclarés par les maraîchers rendent compte de son rôle économique et social.

2.2 *Objectifs personnels et familiaux des maraîchers*

En 2000, au démarrage de leur activité, les 534 exploitants désignent un ou plusieurs objectifs plus ou moins précis. La diversité des réponses a été réduite en 6 types répartis en 3 catégories (tab. I). La première correspond à la poursuite d'objectifs assez exclusivement personnels. Il peut s'agir de l'acquisition d'un produit précis, le plus souvent d'un moyen de transport

2 À la suite des travaux de géographie rurale en Afrique subsaharienne (Tersiguel, 1995) nous distinguons la mécanisation, l'usage d'un train de charrue avec traction animale, de la motorisation, c'est-à-dire l'utilisation d'un tracteur.

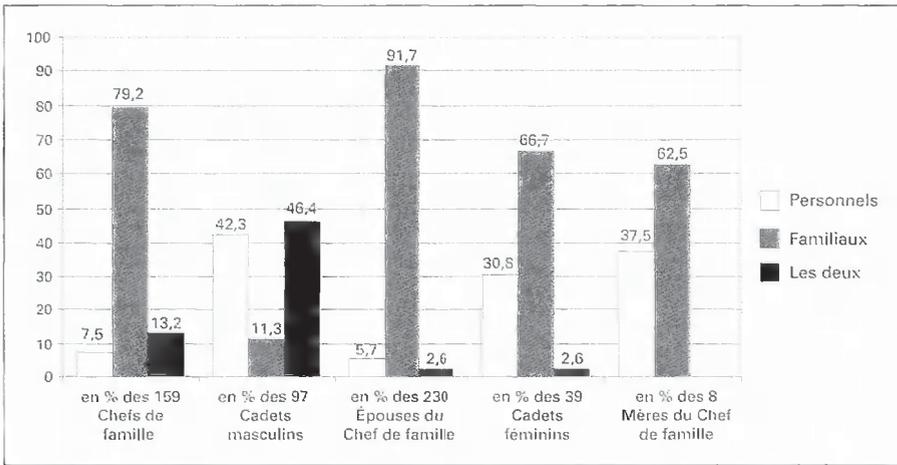
individuel (vélo, mobylette ou moto) ou de la volonté plus générale de répondre en toute autonomie, c'est-à-dire selon une certaine liberté de choix, à des besoins vestimentaires, alimentaires, parfois sanitaires ou de tout autre bien de consommation (radio, cassettes, piles, etc.). À l'inverse, la majorité des exploitants poursuit des objectifs plus familiaux que personnels. Le maraîchage participe à la diversification des activités commerciales des ruraux pour répondre à des besoins et des dépenses communes accrues : frais d'habillement, de soins, d'entretien de l'habitation et de l'outillage, etc. Beaucoup de maraîchères doivent assurer, comme toutes les femmes, la confection des sauces accompagnant les plats quotidiennement servis en famille. Les dépenses alimentaires de « la sauce » représentent un objectif répandu et de ce fait distingué au sein des dépenses familiales. Enfin, certains exploitants affichent des buts à la fois personnels et collectifs. Il s'agit par exemple des jeunes hommes qui doivent s'acquitter des frais de leurs fiançailles. Le maraîchage leur permet de réaliser un objectif personnel tout en dégageant leur chef de famille du paiement de la dot. Quelques exploitants n'ont pas déclaré de dessein précis mais la volonté de « faire comme les autres » c'est-à-dire de mener une activité répondant à des besoins individuels et communs.

Tab. 1 Objectifs déclarés en 2000 par les maraîchers au démarrage de leur activité.

Garden Producers' declared objectives at the beginning of their activities in 2000.

Objectifs		Femmes		Hommes		Total
Catégories	Types	Effectifs	en %	Hommes	en %	
Personnels	Acquisition d'un bien précis	0	0	4	1,7	4
	Autonomie et Bien-être personnels	28	9,5	49	20,6	77
Familiaux	Dépenses familiales	37	12,5	119	50,0	156
	Dépenses pour la sauce	223	75,3	1	0,4	224
Les deux	Fiançailles	0	0	51	21,4	51
	Faire comme les autres	8	2,7	14	5,9	22
Total		296	100	238	100	534

Les objectifs déclarés montrent que 15,1 % des producteurs veulent répondre à des besoins personnels contre près des trois-quarts qui en attendent des bénéfices pour des usages d'abord familiaux. Les différences sont marquées entre les 296 maraîchères et les 238 maraîchers, puisque 87,5 % des premières sont motivées par des intérêts familiaux contre 50,4 % des seconds. Toutefois, la répartition des producteurs par catégories d'objectifs (graph. 1) reproduit les distinctions par genre et par statuts familiaux.



Graph. 1 Objectifs initiaux des maraîchers selon leurs statuts familiaux.
Garden producers' initial objectives, according to their family status.

2.3 Les nouvelles responsabilités domestiques des maraîchères

La répartition des objectifs des femmes ne varie guère selon leur statut. Le maraîchage participe à leurs dépenses familiales, concernant principalement l'alimentation commune et secondairement les soins des enfants jusqu'à 6 ou 7 ans. Si les responsabilités alimentaires sont présentées par les maraîchères comme anciennes, beaucoup soulignent leurs charges récemment accrues pour les enfants, les chefs de famille n'assurant plus les soins des très jeunes. La distribution des hommes varie entre les chefs et les cadets de famille. Ce sont surtout les premiers (79,2 %) qui utilisent le maraîchage pour assurer des dépenses communes. Cette forte proportion justifie la mobilisation sur leur jardin d'une partie ou de la totalité de la main-d'œuvre domestique avec ou sans rémunération. Les revenus leur permettent d'assurer tout ou partie des dépenses variées de la saison: réparation et entretien des biens communs, dépenses alimentaires et vestimentaires ordinaires et exceptionnelles à l'occasion des cérémonies de saison sèche (funérailles, mariages, visites de parents ou de connaissances, etc.), ou encore soins des adultes, etc.

Ainsi, la plupart des dépenses vestimentaires et sanitaires des adultes d'une maisonnée sont en principe à la charge des chefs de famille. Cependant, ces derniers les assurent de moins en moins. C'est pourquoi beaucoup de cadets de famille en déclarant des objectifs personnels pallient en fait le désengagement de leur aîné. Deux facteurs y contribuent, d'une part l'aspiration à une certaine autonomie des jeunes adultes qui désirent choisir eux-mêmes leurs modes de consommation tant vestimentaire, qu'alimentaire ou même thérapeutique et, d'autre part, la diminution des budgets domesti-

ques depuis les années 1990 avec la baisse des prix d'achat du coton compensée très aléatoirement par les cours variables du maïs.

Les objectifs et les usages des revenus du maraîchage illustrent son rôle dans la limitation de l'incidence des incertitudes économiques et sociales qui pèsent sur les familles et au-delà sur les capacités de résilience des paysanneries. Si le maraîchage marchand individuel se développe c'est aussi parce qu'il vient remplir des fonctions sociales et familiales contribuant à une certaine permanence des groupes, des échanges sociaux coutumiers et des structures de cohésion familiale comme villageoise.

3 Ruptures économiques sans ruptures sociales

3.1 *L'utilité sociale des gains maraîchers marginaux*

Le maraîchage marchand procure des revenus personnels qui répondent majoritairement à des intérêts familiaux. Ces objectifs s'organisent structurellement en fonction des responsabilités variées des individus selon leurs statuts, et s'expliquent conjoncturellement par la nécessité de pallier la baisse des budgets domestiques associée au désengagement progressif des chefs de famille de certaines dépenses communes. Le maraîchage dans ses objectifs et le niveau de ses revenus peut traduire des trajectoires familiales ascendantes mais aussi et surtout descendantes. Plus le maraîchage est pratiqué significativement soit par plusieurs membres d'une même cellule familiale, soit par un individu qui en dégage des revenus substantiels, plus ces situations maraîchères sont associées à des difficultés budgétaires collectives.

Les revenus maraîchers peuvent apparaître comme marginaux au sein des budgets domestiques essentiellement constitués des bénéfices de l'agriculture pluviale familiale³. Cependant leurs usages sont intimement liés aux budgets communs. Ces derniers, en 1999-2000 s'élèvent en moyenne pour les 285 familles enquêtées à 33 430 F.CFA⁴, soit une moyenne de 38070 F.CFA par personne. Les écarts sont importants: pour les familles les plus modestes le budget se limite à 7000 F.CFA par membre et pour l'année contre 244000 F.CFA pour les plus aisées.

3 Nous n'ignorons pas les difficultés d'évaluation des budgets familiaux des ruraux en Afrique subsaharienne. Beaucoup de sources de revenus ont été prises en compte pour leur estimation selon les déclarations de leurs responsables. Les budgets ont été évalués en fonction des revenus nets issus de la vente pour la saison 1998-1999 du coton, des productions vivrières commercialisées en totalité ou en partie (maïs, sorgho, mil, arachide, haricot, riz, etc.), des bénéfices des vergers, des activités d'élevage, de cueillette, et de toute autre activité rémunératrice du chef de famille pratiquée à l'année ou saisonnièrement: maçonnerie, couture, location d'un logement ou de matériel agricole, etc. Compte tenu de la diversité des sources de revenus, les résultats ne donnent qu'un ordre de grandeur. On peut supposer que ces montants sont plus fiables dans le cas des familles précaires qui disposent de peu de moyens pour diversifier leurs sources de revenus. À l'inverse des activités rémunératrices sont souvent passées sous silence par les chefs des familles aisées en particulier en ce qui concerne la location de logements en ville ou la possession et la vente du gros bétail.

4 En 2000, 100 F.CFA équivaut à 1 FF soit 0,15 euro.

Pour apprécier l'utilité sociale et économique du maraîchage individuel pour les familles il faut évaluer la part de ses gains dans le budget des ménages. Cette part varie: insignifiante (de 0 à 5 % du budget) ou plus de la moitié du budget (tab. 2). Pour 17,9 % des 285 familles, les revenus maraîchers dépassent les 50 % de leur budget. Dans près d'un tiers des familles, les maraîchers ont dégagé des gains de 11 % à 25 % du budget. Ces proportions, associées aux objectifs collectifs des producteurs, soulignent la place importante du maraîchage dans la gestion financière domestique. En revanche, les revenus maraîchers n'ont pas la même utilité économique, ni sociale selon le niveau, faible ou élevé, du budget familial.

Tab. 2 Revenus maraîchers nets et budgets familiaux en 2000.

Net market-gardening incomes and family budgets, 2000.

Proportion des revenus maraîchers par rapport au budget familial	Nombre de familles	En % des 285 familles	Revenus familiaux nets moyens*	Revenus maraîchers nets moyens*	
				de l'ensemble des maraîchers par famille	en % par rapport au budget familial
de 0 à 5 %	53	18,6	708400	17640	2,5
de 6 à 10 %	37	13	412935	32120	7,8
de 11 à 25 %	89	31,3	305730	52400	17,1
de 26 à 50 %	55	19,3	176300	62290	35,3
de 51 à 99 %	34	11,9	135250	102210	75,6
100 et plus de 100 %	17	6	91400	130050	142,3
Ensemble	285	100	336430	55800	16,6

* en F.CFA pour la saison 1999-2000.

3.2 Les revenus maraîchers dans les économies familiales

Les revenus moyens des familles sont significativement décroissants à mesure que la part qu'y représentent les bénéfices de leurs maraîchers augmente. Cette évolution inverse vérifie le principe de l'utilité décroissante des gains marginaux. Par ailleurs, les revenus moyens des exploitants diminuent à mesure que les montants maraîchers par famille représentent une plus faible part dans le budget domestique (tab. 2).

Le maraîchage s'inscrit dans trois situations d'économies familiales distinctes. Les cas extrêmes sont représentés par: d'une part, les familles au budget faible et aux revenus maraîchers les plus élevés et, d'autre part, les familles financièrement aisées au budget élevé mais où le maraîchage rapporte peu. La deuxième situation est la plus courante. C'est celle des 215 familles aux revenus communs et individuels moyens.

Si le maraîchage ne représente que des gains marginaux par rapport au budget familial il ne suscite guère l'intérêt d'autant qu'il reste une produc-

tion pénible, en particulier physiquement puisque l'arrosage est réalisé manuellement matin et soir. Les capacités financières de ces maisonnées permettent à leurs membres de choisir des activités moins contraignantes, moins risquées ou plus rémunératrices et bien souvent tournées vers des objectifs plus strictement personnels puisque les chefs de famille conservent les moyens de répondre aux principaux besoins domestiques.

Paradoxalement, la présence de maraîchers ne dégageant que de très faibles bénéfices indique moins la précarité financière de leur famille que sa vitalité. Les maraîchers aux faibles revenus sont principalement des femmes. Elles ne cultivent que des légumes de consommation locale et peu rémunérateurs. Ces cultures de cycle court sont semées tardivement en janvier après les récoltes des vastes superficies familiales de coton et de cultures vivrières (maïs, sorgho, etc.). Inversement, lorsque les gains maraîchers sont élevés et conséquents par rapport au budget domestique, ils traduisent des trajectoires individuelles et collectives d'appauvrissement. Plus les sources communes de revenus sont réduites ou aléatoires, plus les revenus marginaux et personnels participent à la reproduction des familles et à la limitation des processus d'exclusion sociale. La lutte contre la paupérisation passe alors également, grâce au maraîchage, par le maintien de dépenses sociales (frais de funérailles, paiement de la dot, participation aux cérémonies) qui assurent l'intégration des familles et de leurs membres au sein de la communauté rurale.

3.3 Le maraîchage et la sécurité nutritionnelle des familles

Le maraîchage marchand individuel devient un facteur de résistance à une certaine paupérisation collective. Il est une activité de régulation dans les sociétés rurales dont il maintient la cohérence en préservant l'intégration en leur sein des plus pauvres. À l'échelle des cellules domestiques, la redistribution des charges domestiques entre parents s'organise aussi selon le genre, la place et le rôle de chacun c'est-à-dire sans remise en cause, du moins apparente et immédiate, des structures familiales. Cependant, le maintien des structures sociales se fait au prix de fortes contraintes de travail comme la mobilisation de la main-d'œuvre domestique pour l'arrosage, en particulier des enfants de plus en plus dé- ou non-scolarisés (photo 1).

Le maraîchage marchand répond à des ruptures économiques au sein des paysanneries sans provoquer de réelles ruptures sociales. Tout en offrant l'image d'une activité éminemment individuelle, il s'inscrit dans les structures sociales élémentaires. Les revenus maraîchers participent aux budgets et aux échanges internes et externes des familles. Ils représentent en quelque sorte de nouveaux « filets de sécurité » pour les communautés locales. On peut toutefois s'interroger sur l'efficacité des sécurisations collectives par le maraîchage puisque c'est dans les familles financièrement déprimées que les maraîchers doivent assurer des charges alimentaires et sanitaires accrues. L'autonomie financière que procure le maraîchage ne crée ni nécessairement, ni simplement une autonomie d'accès, c'est-à-dire une



Photo 1 Jeunes arrosant le jardin d'un parent aîné (cliché A. Fromageot, 1999)
A youth sprinkling the garden of its elder (photo by A. Fromageot, 1999).

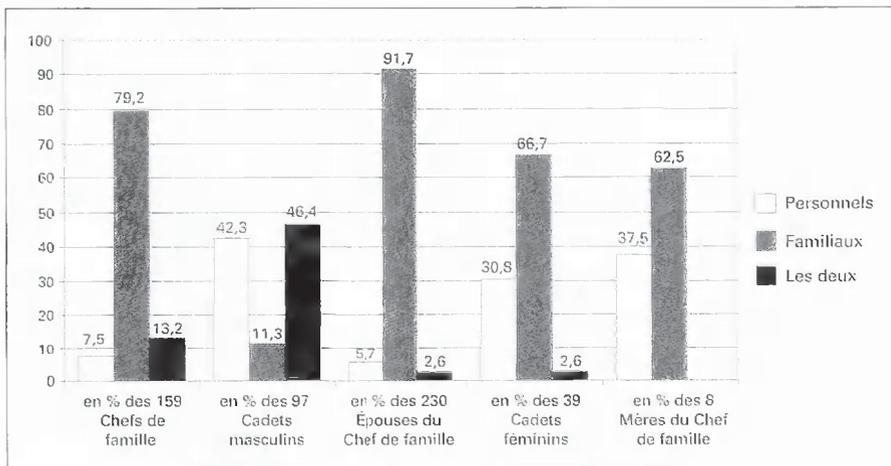
réduction des distances non seulement spatiales mais surtout sociales et culturelles aux ressources alimentaires et sanitaires.

4 Une résilience de l'immédiateté

4.1 Les objectifs limités mais réalisés des maraîchers

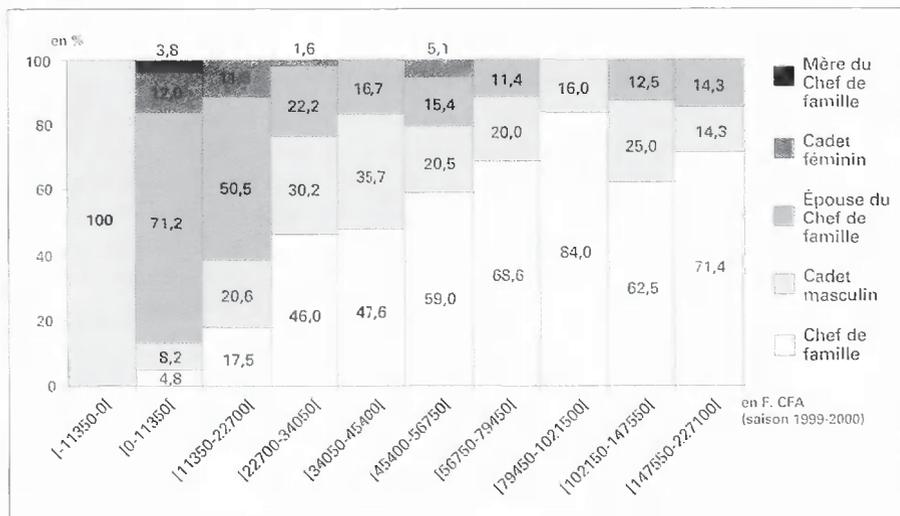
La satisfaction des maraîchers tient à l'efficacité immédiate de leurs revenus modestes pour assurer des dépenses collectives quotidiennes ou extraordinaires lors des cérémonies. Le degré de satisfaction n'est pas proportionnel aux revenus. Les exploitants dont l'objectif est la confection de la sauce sont aussi les plus satisfaites de leur activité alors que leurs revenus sont les plus faibles (même en tenant compte de la part auto-consommée). La perception de la réussite est moindre pour les exploitants dont les objectifs sont personnels ou plus coûteux. Ainsi, 38,5 % des maraîchers aux motivations familiales réalisent leurs objectifs contre 32,5 % des individus poursuivant des buts personnels et 21,6 % des fiancés.

Les graphiques 2 et 3 rendent compte de la non coïncidence entre les performances des maraîchers évaluées par leurs revenus nets en 2000 et la réalisation de leurs objectifs. Les revenus maraîchers nets moyens des 238 hommes sont significativement supérieurs à ceux déclarés par les 296 femmes en 1999-2000. En revanche, 58,4 % des maraîchères ont déjà réalisé leurs objectifs contre 29,4 % des maraîchers. En 2000, les exploitants aux bas revenus sont aussi les plus satisfaits pour avoir réalisé leurs objectifs. C'est le cas de 75 %, de 62,3 % et de 48,7 % respectivement des mères, des épouses



Graph. 2 Exploitants selon leur statut familial par classes de revenus maraîchers nets moyens en 2000.

Types of producers, according to their family status and net market-gardening incomes, 2000.



Graph. 3 Inégale réalisation des objectifs des maraîchers en 2000.

Garden producers' achievements in regard to their objectives, 2000.

et des cadettes des chefs de famille. Les proportions sont plus faibles chez les hommes avec 36,5 % des chefs de famille et 16,5 % des cadets.

La généralisation du maraîchage marchand s'appuie moins sur des performances économiques importantes que sur sa perception positive par les acteurs. Contribuent à cette image la rumeur et les récits, mêlant informations, oui-dire et expériences des maraîchers se mettant volontiers en scène. Surtout, la définition par les exploitants d'objectifs limités, précis et immédiats, permet leur réalisation rapide et satisfaisante, ce qui contribue à l'essor du maraîchages dans les campagnes.

4.2 Le maraîchage pour répondre aux besoins du lendemain, et après?

La pérennisation du maraîchage marchand individuel et « *a minima* » pose en revanche la question de son efficacité comme mode de résilience des sociétés rurales. Les réponses maraîchères aux difficultés s'expriment avant tout dans le court terme, celui de la quotidienneté, de l'immédiateté des solutions aux contraintes. L'interrogation demeure quant au rôle du maraîchage pour augmenter les capacités d'adaptation des sociétés face aux enjeux sur le moyen ou le long terme que pose la déscolarisation des enfants ou la prise en charge de leurs dépenses de santé. En effet, le maraîchage de contre-saison s'appuie beaucoup sur la main-d'œuvre des enfants, ce qui contribue à leur déscolarisation. Ce qui peut être présenté comme une activité créatrice de résilience s'inscrit donc également dans des processus de précarisation.

Le maraîchage et la multiplication des activités rémunératrices personnelles entraînent une certaine déresponsabilisation des chefs de famille vis-à-vis des dépenses communes concernant la scolarité, l'habillement et les soins. D'après les discussions auprès des femmes et des responsables familiaux, ces derniers délèguent fréquemment les dépenses de santé des enfants à leurs mères lorsqu'elles font du maraîchage ou toute autre activité significativement rémunératrice.

L'évaluation de l'efficacité du maraîchage dans les capacités de résilience des paysanneries varie si on adopte le temps plus long des gestions domestiques de la scolarité et des dépenses de santé des enfants. Si le maraîchage fait preuve d'une certaine efficacité reconnue par ses acteurs pour répondre à des besoins et des problèmes immédiats, c'est sous la pression de ruptures économiques et par mutation de l'organisation familiale des dépenses et des modes de sécurisation domestiques. Les cadets, femmes et jeunes, prennent désormais en charge une partie des besoins élémentaires et des dépenses collectives. Leurs soins ou ceux de leurs enfants font partie de ces transferts. Les dépenses de santé et leur prise en charge par les cadets illustrent la coexistence de nouvelles formes de résilience et de vulnérabilité des paysanneries.

5 Les besoins de santé, révélateurs des liens entre la résilience et la vulnérabilité des sociétés

5.1 *Le maraîchage entre résilience conjoncturelle et vulnérabilité structurelle*

Actuellement, telle qu'utilisée par les sciences sociales, la notion de résilience est mise en regard de celle de vulnérabilité, comme deux faces opposées: «*resilience, or its opposite, vulnerability*» (Holling *et alii*, 2002, p. 50). Quand un système perd sa capacité de résilience, il devient vulnérable et ne peut plus absorber, surmonter la moindre perturbation.

L'étude de cas révèle au contraire qu'un système peut être tout à la fois résilient et vulnérable car ce sont les modalités de sa résilience qui le rendent en même temps (ou peut-être dans un autre temps) vulnérable. Le maraîchage marchand est une illustration de la résilience d'une société rurale telle que cette notion est aujourd'hui utilisée par les sciences sociales, notamment dans les études environnementales pour désigner un système capable d'adaptation, d'innovation pour dépasser des perturbations (Gunderson *et alii*, 2002). Le maraîchage apparaît bien comme une innovation qui permet de surmonter au moins en partie de nouvelles contraintes et incertitudes; mais il s'agit de résilience conjoncturelle, surtout immédiate, quotidienne. Elle peut être créatrice de vulnérabilité sur le moyen ou long terme, avec par exemple les conséquences différées de la déscolarisation ou des nouvelles modalités de prise en charge de la santé des jeunes. Face à la variabilité des contraintes et des conditions d'exercice des activités agricoles et rurales, le maraîchage marchand participe aux stratégies adaptatives des populations pour réguler les perturbations et leur variabilité, notamment dans leur fréquence et leur intensité. Cependant les modalités de la résilience opérées par le maraîchage produisent des changements qui ne s'inscrivent pas tous dans les mêmes échelles spatio-temporelles, en particulier du point de vue de leurs effets.

Si le maraîchage marchand illustre un système résilient c'est sur le court terme, localement, en animant les échanges sur de faibles distances auxquels participent les productions des femmes et des cadets. Les moyens limités de ces derniers ne leur permettent pas de s'inscrire dans les filières d'approvisionnement nationales et internationales (Fromageot, 2005). Il est donc important de nuancer l'opposition «classique» entre résilience et vulnérabilité. Les approches intersectorielles, en rendant compte de la dimension complexe des systèmes et de leurs évolutions, permettent de renouveler les cadres conceptuels des analyses. Les deux notions de résilience et de vulnérabilité, souvent évoquées dans le cas des sociétés africaines, sont sans doute moins à opposer qu'à associer pour la compréhension de leurs dynamiques.

5.2 *Les distances sociales inégales aux centres de soins*

Des études ont souligné le rôle récent et croissant des activités personnelles rémunératrices, notamment celles des femmes dans la prise en charge des

dépenses alimentaires et sanitaires, en particulier dans le cas des enfants (De Plaen *et alii*, 2000; De Plaen, 2001)⁵. Si cela maintient un niveau de prise en charge des besoins sanitaires des enfants, le transfert de responsabilités s'accompagne en revanche d'une modification dans les modalités des recours aux soins et dans l'accès aux structures de santé. Les responsabilités s'inscrivent dans des distances sociales inégales aux structures de soins. Les chefs de famille consultent pour eux mais aussi couramment pour leurs femmes et leurs enfants. Les femmes ont plus aisément recours aux « pharmacies par terre » des marchés locaux ou des vendeurs ambulants. Le transfert de responsabilité implique un changement des modalités de soins pour les enfants. On peut s'interroger sur l'évolution qualitative des soins, tant les circuits d'approvisionnement en médicaments des pharmacies itinérantes fonctionnent en l'absence de contrôles. Selon leurs situations (célibataire, mariée...) et leurs statuts (épouse du chef de famille, belle fille, fille...), les femmes n'ont pas les mêmes degrés de liberté, que ce soit pour réaliser leurs activités ou pour exprimer leurs besoins de santé et ceux de leurs enfants.

Les femmes qui, désormais, ont une certaine indépendance financière et ne sont pas plus éloignées géographiquement des structures de soins primaires que les hommes et les chefs de famille, peuvent rester plus éloignées des structures de santé, techniquement (par manque d'accès aux moyens de transport) et surtout socialement. Cela montre, dans les questions d'accessibilité et de recours aux structures de soins, l'importance des distances sociales et des transformations de l'organisation des économies familiales (Baxerres *et alii*, 2004). L'indépendance financière relative des activités personnelles ne crée pas pour autant une autonomie sociale, du moins pas selon les mêmes rythmes et les mêmes modes d'expression.

À travers l'étude du maraîchage marchand, les paysanneries sénoufo représentent des systèmes dynamiques à différentes échelles temporelles et spatiales, tout à la fois résilients et vulnérables, car les processus d'adaptation et de précarisation face aux contraintes traversent les espaces, les communautés et les comportements des acteurs. Les multiples changements en cours sont interdépendants mais également décalés dans les espaces et dans le temps, dans leurs rythmes et dans leurs inerties. Si les cadets changent de rôles familiaux, gagnent en indépendance financière et en responsabilités, leurs comportements demeurent organisés par les cadres sociaux, les distances culturelles dans l'accès aux ressources: la terre cultivable, l'eau, mais aussi les modes de transport, les structures de soins, etc. Autant de facteurs et de changements qui participent, avec les capacités économiques individuelles et collectives, aux nouvelles modalités des dépenses de santé et des recours aux soins.

La réflexion interdisciplinaire ne cherche pas seulement à mesurer à travers une nouvelle activité de production rémunératrice si une société est

5 L'efficacité des gains marginaux des femmes dans la prise en charge des soins des enfants est évaluée par rapport à des situations empêchant toute activité personnelle des femmes pendant la saison sèche sur des périmètres irrigués à deux saisons de cultures de riz dans le nord de la Côte-d'Ivoire.

capable de faire face à des perturbations, des incertitudes. L'intersectorialité de la recherche ouvre sur les conséquences plus globales de ces activités comme réponse à des contraintes croissantes, par exemple dans ses effets en termes de risques sanitaires, marqueurs d'une plus ou moins grande vulnérabilité des populations (Coppieters *et alii*, 2004).

6 Qualifier le temps et l'espace des acteurs : des enjeux de santé publique

Le maraîchage marchand ne traduit pas seulement l'intégration des campagnes sénoufo dans les circuits du vivrier marchand de plus ou moins longue distance (Chaléard, 1996b). Il anime aussi un dense réseau de marchés ruraux fréquentés par les maraîchers à la production limitée et orientée vers les cultures de consommation locale et rurale (Fromageot, 2005). Cette intensification des productions et des échanges à grande échelle ne se retrouve pas pour autant au niveau du recours à d'autres services de proximité. C'est le cas des structures de soins primaires de desserte locale, alors même que les revenus du maraîchage, y compris des producteurs les plus modestes comme les cadets de famille, sont en partie utilisés pour des dépenses de santé.

6.1 Distances et recours aux structures de soins primaires

L'accès et le recours aux soins dits modernes sont, dans les campagnes sénoufo comme ailleurs, une question de coûts et de capacités financières pour y faire face (Audibert *et alii*, 2003). Le maraîchage répond en partie à ces coûts pour certains individus et leurs dépendants. Cependant, et comme le soulignent de récentes études, les coûts de santé ne suffisent pas à expliquer les modes, les choix du recours aux centres de santé (Audibert, 2004), ni même la distance géographique des individus à ces centres, dans la mesure où les politiques de décentralisation initiées à la fin du xx^e siècle et appliquées aux systèmes sanitaires ont rapproché les communautés rurales des structures de soins.

Depuis les années 1980-1990 les politiques de décentralisation se renforcent et se généralisent en Afrique subsaharienne, avec dans le domaine de la santé la diffusion des structures de soins primaires selon le maillage des districts sanitaires (Brunet-Jailly, 2000; Grosdos, 2004). Il s'opérerait dans les villes et surtout dans les campagnes un rapprochement, au moins géographique, des structures de soins avec les populations locales. En revanche les évolutions économiques, sociales, font que les responsables domestiques de la santé changent, se diversifient. De nouveaux acteurs deviennent gestionnaires de leur propre bien-être et de celui d'une partie de la population (enfants, petits frères ou sœurs, aînés âgés). Ces nouveaux responsables de la santé commune ont une familiarité inégale, différemment «acquisée», avec les structures de soins, notamment en fonction de leur statut social qui correspond à une distance culturelle plus ou moins grande aux services de soins modernes. Il peut donc s'observer, alors même que des individus deviennent par leurs activités rémunératrices plus autonomes

financièrement et plus intégrés à la gestion des dépenses et des besoins de santé communs, d'une part, un recours pour ces individus et leurs proches moins fréquent ou différé aux centres de santé et, d'autre part, l'augmentation des choix pour des thérapies de proximité (automédication familiale), coutumières (en premier recours notamment) et/ou informelles (usage de médicaments modernes mais distribués par les filières informelles et non contrôlées des pharmacies ambulantes).

6.2 Activités personnelles rémunératrices et gestions familiales des soins

La promotion et la diffusion des activités génératrices de revenus individuels ne suffisent donc à garantir ni un meilleur accès en qualité, ni un recours plus fréquent ou immédiat aux structures de soins. Avancer dans la compréhension des comportements suppose, en plus de l'évaluation des coûts de santé et de leurs représentations par les acteurs (Weil *et alii*, 2003), la prise en considération des distances géographiques (même diminuées dans le cadre des politiques de décentralisation et d'aménagement des districts sanitaires), des évolutions des organisations familiales de prise en charge des soins domestiques, du suivi de la redistribution des rôles des individus dans ces organisations et ses conséquences en termes de choix et de qualité des recours aux soins.

L'essor du maraîchage marchand, souvent présenté comme une activité de promotion économique et sociale des femmes, rejoint les objectifs de nombreux projets de développement rural. Ces derniers sont depuis les années 1980 fréquemment ciblés sur les femmes du fait de la reconnaissance de leur rôle croissant dans la prise en charge de dépenses essentielles au bien-être des populations (charges alimentaires et sanitaires) et plus précisément de celui de groupes vulnérables comme les enfants et les personnes âgées. Toutefois, beaucoup de programmes se contentent de favoriser le développement des activités personnelles des femmes, reprenant ainsi les objectifs de recouvrement des soins présentés à Bamako en 1987. Une réflexion ouverte sur les enjeux de promotion de la santé ne peut se limiter à soutenir la plus grande autonomie financière des femmes. Celle-ci doit s'accompagner également de mesures pour leur indépendance dans la gestion de leurs dépenses, de leurs réalisations, réduisant par exemple dans le domaine sanitaire les distances culturelles souvent persistantes par rapport aux structures de santé modernes et formelles. Cet accompagnement peut ainsi passer par des actions concrètes et non directement sanitaires comme l'amélioration de l'accès des femmes à la diversité des modes de transports collectifs comme individuels. Ceux qui détiennent et utilisent les transports personnels — vélos, mobylettes ou plus rarement voitures — sont encore et d'abord les hommes dans les campagnes sénoufo, même si l'usage de mobylettes ou de voitures commence peu à peu à être investi par quelques femmes, surtout des commerçantes installées dans les petites et moyennes villes de la région. La question de l'accès aux transports n'est pas seulement anecdotique. Une femme peut préférer ne pas consulter un centre de santé

mais plutôt directement un commerce ambulante de médicaments situé hebdomadairement dans un des nombreux marchés ruraux aux croisements de pistes (marchés tournants tous les 5 ou 6 jours dans les campagnes sénoufo). Ces lieux demeurent pour les femmes, qui sont aussi des cuisinières et des ménagères qui fréquentent les marchés, plus proches à pied que ne le sont les dispensaires et donc moins coûteux en temps personnel dépensé.

Ces remarques invitent, au-delà du suivi des dynamiques des «groupes organisateurs de la santé» (Janzen, 1995) à qualifier le temps et l'espace de ces groupes et de leurs acteurs. Cela rejoint les questions des coûts directs et surtout indirects de la santé inégalement répartis selon le genre et les statuts individuels. Dans l'ensemble, les cadets de famille sont moins maîtres de leur temps, disposant de moments personnels comptés et de rapports plus contraignants à l'espace et aux distances. Les femmes cumulent ainsi les charges de cultivatrices, de ménagères et de cuisinières ce qui leur laisse moins de temps pour le traitement des problèmes de santé souvent traités sur les mêmes lieux que ceux fréquentés pour leurs tâches domestiques, comme les marchés locaux.

Il est donc important de qualifier les espaces et les temps des acteurs, individuels comme collectifs, dans leurs inégalités. Les nouvelles configurations sociales de la prise en charge de la santé des individus et de ses modalités font sens aussi et surtout selon ces qualifications spatio-temporelles. C'est en matière de santé comme dans d'autres domaines, rendre l'histoire, le devenir des sociétés africaines à ses acteurs et dépasser les évaluations des systèmes sanitaires et de leurs dysfonctionnements par la seule comparaison à des modèles de développement occidentaux ou élaborés selon des normes internationales. Enfin, situer les enjeux de santé publique dans les temps et les espaces des acteurs participe à leur approche en des termes plus systémiques.

Conclusion

Dans les années 1990, à la suite des bilans décevants des grands aménagements hydro-agricoles et de leurs périmètres irrigués rizicoles, dans la conjoncture d'une péjoration climatique marquée par des épisodes de sécheresse récurrents s'accompagnant d'une forte irrégularité pluviométrique inter- et intra-annuelle et dans le contexte de la dégradation des conditions de production et de commercialisation du coton, nombre d'études et de discours soulignent l'intérêt du maraîchage de contre-saison à visée marchande, tant pour les projets de développement rural que pour le mieux-être des acteurs locaux. L'observation approfondie du maraîchage marchand des campagnes sénoufo creuse une réalité plus complexe où les dynamiques individuelles des maraîchers se greffent aussi et d'abord sur l'évolution des destins et des capacités d'action collectifs. Le niveau local des pratiques maraîchères répond aux contraintes globales qui pèsent sur les sociétés rurales. C'est parce que, dans un contexte de diminution ou de fragilisation des budgets des familles, les dépenses domestiques, comme les frais de

santé, ne sont plus pris exclusivement en charge par les chefs de famille que le maraîchage marchand individuel se développe.

Les stratégies et les choix des acteurs prouvent que les capacités de résilience des sociétés rurales soudaniennes empruntent des voies complexes car évolutives en fonction de pratiques endogènes innovantes et par transformations en réponse à des déterminants extérieurs auxquels elles participent, comme la marchandisation et l'internationalisation croissante des économies. Mis en regard des évolutions des organisations familiales de gestion des soins de santé, le maraîchage marchand restitue les relations complexes entre le renouvellement des processus de résilience assurant la continuité des systèmes de production et des structures sociales, et de nouvelles formes de vulnérabilité des communautés. Avancer dans la compréhension de ces processus invite à varier les échelles temporelles et spatiales des observations. La pluridisciplinarité des recherches favorise assurément cette souplesse des cadres d'analyse par sa capacité heuristique à rendre compte de systèmes complexes et dynamiques.

Les enjeux en termes de promotion de la santé sont donc intimement liés aux mutations des sociétés rurales: de l'échelle locale des économies familiales aux modes d'insertion des agricultures dans les circuits commerciaux de longue distance, en passant par les évolutions des politiques nationales et internationales de développement. Ces remarques rappellent les transformations récentes du maraîchage des paysanneries sénoufo dans le contexte de la crise politique ivoirienne. Depuis septembre 2002, la division du pays en deux moitiés nord et sud a notablement limité les circuits d'approvisionnement en légumes frais entre Abidjan et les savanes. Si la production des légumes pour la métropole a fléchi, celle destinée aux marchés locaux et régionaux se maintient et se développe. Ces productions locales réalisées plus spécifiquement par les femmes et les cadets renforcent encore leur rôle dans l'organisation des dépenses collectives, et au-delà dans la gestion et le dépassement des effets perturbateurs de la crise ivoirienne sur les systèmes de production et les économies familiales des paysanneries sénoufo.

UMR PRODIG – 8586 du CNRS
2, rue Valette
75005 Paris
audrey.fromageot@laposte.net

IRD UR 098 FLAG
956 Avenue Agostino Neto
01 BP 182
Ouagadougou 01, Burkina Faso
cecchi@ird.bf

Département d'épidémiologie et Promotion de la Santé
Publique de l'Université Libre de Bruxelles
CP 596
Route de Lennik 808
B-1070 Bruxelles, Belgique
florence.parent@ulb.ac.be
yves.coppiniers@ulb.ac.be

Bibliographie

- Audibert M., Mathonnat J., Henry M.C. (2003), « Social and health determinants of the efficiency of cotton farmers in Northern Côte d'Ivoire », *Social Science & Medicine*, n° 56, p. 1705-1717.
- Audibert M. (2004), « Lutte contre le paludisme: approche économique des obstacles à son contrôle », *Sciences Sociales et Santé*, vol. 22, n° 4, p. 25-33.
- Baxerres C., Le Hesran J.-Y. (2004), « Recours aux soins en cas de fièvre chez l'enfant en pays Sereer au Sénégal: entre contrainte économique et perception des maladies », *Sciences Sociales et Santé*, vol. 22, n° 4, décembre, p. 5-23.
- Brunet-Jailly J. (2000), « La politique publique en matière de santé dans les faits en Afrique de l'Ouest francophone », *Afrique contemporaine, n° spécial la santé en Afrique. Anciens et nouveaux défis*, Paris, La Documentation française, n° 195, p. 191-202.
- Cecchi P. (1998), « De la construction d'un objet pluridisciplinaire: les « Petits Barrages » du Nord de la Côte-d'Ivoire », *NSS*, n° 6 (2), p. 73-83.
- Chaléard J.-L. (1996a), *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte-d'Ivoire*, Paris, Karthala, coll. Hommes et Sociétés, 661 p.
- Chaléard J.-L. (1996b), « Les mutations de l'agriculture commerciale en Afrique de l'Ouest », *Annales de géographie*, n° 596, p. 563-583.
- Coppieters Y., Parent F., Lagasse R., Piette D. (2004), « Évaluation des risques, une approche pluridisciplinaire en santé publique », *Environnement, Risque et santé*, vol. 3, n° 1, p. 45-52.
- De Plaen R., Geneau R. (2000), « Quand on développe des rizières: apport des sciences sociales à l'étude des transformations induites par la riziculture de bas-fonds sur la santé des populations rurales du Nord de la Côte-d'Ivoire », in Textes des Communications du Colloque eau et santé Ouaga 2000, *Impacts sanitaire et nutritionnel des hydro-aménagements en Afrique*, IRD – Ouagadougou, vol. 2, session 4, p. 78-85.
- De Plaen R. (2001), *Contracting malaria in the paddies: a farming systems approach to malaria in northern Côte d'Ivoire*, thesis (Ph.D.), Rutgers University, Graduate Program in Geography, 310 p.
- Dujardin B. (2003), *Politiques de santé et attentes des patients*, Paris, Karthala, Paris, 332 p.
- Fromageot A. (2003), *Vallées maraîchères, économies vivrières*, mémoire de doctorat de géographie, Université Paris 1, 3 vol., 747 p.
- Fromageot A. (2005), « Dépasser l'enclavement: le maraîchage des savanes et l'approvisionnement d'Abidjan », *Espaces Populations Sociétés*, n° spécial Population et enclavement en Afrique, n° 1, p. 83-98.
- Holling C.S., Gunderson L.H. (2002), « Resilience and adaptive cycles », in L.H. Gunderson, C.S. Holling, *Panarchy. Understanding transformations in human and natural systems*, Island press, p. 25-62.
- Grosdos D. (2004), *Le district sanitaire urbain en Afrique subsaharienne. Enjeux, pratiques et politiques*, Paris, Karthala-UCL, 448 p.
- Gunderson L.H., Holling C.S. (2002), *Panarchy. Understanding transformations in human and natural systems*, Island press, 508 p.
- Janzen J.-M. (1995), *La quête de la thérapie au Bas-Zaïre*, Paris, Karthala, 287 p.
- Pourtier R. (2003), « Les savanes entre local et global: milieux, sociétés, espaces », *Cahiers Agricoles*, vol. 12, n° 4, p. 213-218.
- Raison J.-P. (1993), « Les formes spatiales de l'incertitude en Afrique contemporaine », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, n° spécial Espaces africains en crise: formes d'adaptation et de réorganisation*, n° 83-84, p. 5-18.
- Tersiguel Ph. (1995), *Le pari du tracteur. La modernisation de l'agriculture cotonnière au Burkina Faso*, Paris, ORSTOM, coll. À travers champs, 280 p.
- Weil O., Foirry J.-P., Garenne M., Zanou B. (2003), « Les problèmes d'accessibilité des services de santé en Côte-d'Ivoire: résultats d'une enquête sur les facteurs d'utilisation », in M. Audibert, J. Mathonnat, De Roodenbeke, *Le financement de la santé dans les pays d'Afrique et d'Asie à faible revenu*, p. 77-96.